

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1861

[2012/203369]

19 APRIL 2012. — Decreet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en het vermogen, en het desbetreffende Slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd bij het Avenant, ondertekend te Brussel op 11 december 2002, en bij het Avenant, ondertekend te Brussel op 16 juli 2009 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
Enig artikel. Volkomen gevolg zullen hebben :

1° de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en het vermogen, en het desbetreffende Slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd bij het Avenant, ondertekend te Brussel op 11 december 2002, en bij het Avenant, ondertekend te Brussel op 16 juli 2009;

2° het Avenant, ondertekend te Brussel op 16 juli 2009, bij de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en het vermogen, en het desbetreffende Slotprotocol, ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970, zoals gewijzigd bij het Avenant, ondertekend te Brussel op 11 december 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
 Brussel, 19 april 2012.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
 J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
 A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
 J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
 Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
 Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
 Mevr. M.-D. SIMONET

—
 Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 342-1. verslag, nr. 342-2.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 april 2012.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1862

[2012/203429]

10 MAI 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux centres locaux de promotion de la santé et aux services communautaires de promotion de la santé

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, tel que modifié;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 20 février 1998 fixant les procédures d'agrément et de retrait d'agrément des services communautaires et des centres locaux de promotion de la santé, et les missions du Centre de recherche opérationnelle en santé publique, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 mai 2005 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé du Hainaut occidental pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2012, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 1^{er} juillet 2005 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé de Mons-Soignies pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2012, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé de Liège pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2012, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé de Huy-Waremme pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2012, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2005 portant agrément des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2012, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2005 définissant les missions spécifiques et la contribution permanente spécifique des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2012, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 21 novembre 2008 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé en province de Namur pour la période du 1^{er} novembre 2008 au 31 octobre 2012, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 2010 modifiant diverses dispositions relatives aux centres locaux de promotion de la santé et aux services communautaires de promotion de la santé;

Vu l'avis du Conseil supérieur de Promotion de la Santé, donné le 19 août 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mai 2012;

Considérant que l'agrément des services communautaires de promotion de la santé et des Centres locaux de Promotion de la Santé du Hainaut occidental, de Huy-Waremme, de Liège, de Mons-Soignies et de Namur arrive à échéance dans le courant de l'année 2012;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger d'un an supplémentaire la période couverte par l'agrément des services agréés en promotion de la santé précités afin de leur permettre d'assurer leurs missions jusqu'à la mise en œuvre du nouveau dispositif santé;

Sur proposition de la Ministre de la santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 2005 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé du Hainaut occidental pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2012, la date du « 31 août 2012 » est remplacée par la date du « 31 août 2013 ».

Art. 2. A l'article unique du même arrêté, la durée de « sept ans » est remplacée par la durée de « huit ans ».

Art. 3. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juillet 2005 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé de Mons-Soignies pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2012, la date du « 30 septembre 2012 » est remplacée par la date du « 30 septembre 2013 ».

Art. 4. A l'article premier du même arrêté, la durée de « sept ans » est remplacée par la durée de « huit ans ».

Art. 5. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé de Liège pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2012, la date du « 30 septembre 2012 » est remplacée par la date du « 30 septembre 2013 ».

Art. 6. A l'article premier du même arrêté, la durée de « sept ans » est remplacée par la durée de « huit ans ».

Art. 7. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé de Huy-Waremme pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2012, la date « 31 août 2012 » est remplacée par la date « 31 août 2013 ».

Art. 8. A l'article unique du même arrêté, la durée de « sept ans » est remplacée par la durée de « huit ans ».

Art. 9. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2005 portant agrément des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2012, la date « 31 août 2012 » est remplacée par la date « 31 août 2013 ».

Art. 10. A l'article premier du même arrêté, la période de « sept ans » est remplacée par la période de « huit ans ».

Art. 11. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2005 définissant les missions spécifiques et la contribution permanente spécifique des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1^{er} septembre 2005 au 31 août 2012, la date « 31 août 2012 » est remplacée par la date « 31 août 2013 ».

Art. 12. A l'article 2 du même arrêté, la date « 31 août 2012 » est remplacée par la date « 31 août 2013 ».

Art. 13. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2008 portant agrément du Centre local de Promotion de la Santé en province de Namur pour la période du 1^{er} novembre 2008 au 31 octobre 2012, la date « 31 octobre 2012 » est remplacée par la date « 31 octobre 2013 ».

Art. 14. A l'article premier du même arrêté, la durée de « quatre ans » est remplacée par la durée de « cinq ans ».

Bruxelles, le 10 mai 2012.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1862

[2012/203429]

10 MEI 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie en de gemeenschappelijke diensten voor gezondheidspromotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 20 februari 1998 tot bepaling van de procedures tot erkenning en intrekking van de erkenning van de gemeenschapsdiensten en de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie, en de opdrachten van het centrum voor operationeel onderzoek inzake volksgezondheid, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 mei 2005 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé du Hainaut occidental » voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2012, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 1 juli 2005 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé de Mons-Soignies » voor de periode van 1 oktober 2005 tot 30 september 2012, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 augustus 2005 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé de Liège » voor de periode van 1 oktober 2005 tot 30 september 2012, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 augustus 2005 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé de Huy-Waremme » voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2012, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 december 2005 tot omschrijving van de specifieke opdrachten en de specifieke permanente bijdrage van de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2012, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 december 2005 tot erkenning van de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2012, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 21 november 2008 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé en province de Namur » voor de periode van 1 november 2008 tot 31 oktober 2012, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 2010 tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie en de gemeenschappelijke diensten voor gezondheidspromotie;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie, gegeven op 19 augustus 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 maart 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 mei 2012;

Overwegende dat de erkenning van de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie en van de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie van Hainaut occidental, Huy-Waremme, Liège, Mons-Soignies en Namur tijdens het jaar 2012 ten einde loopt;

Overwegende dat de geldigheidsperiode van de erkenning van de voornoemde diensten voor gezondheidspromotie met één bijkomend jaar verlengd dient te worden om hun toe te laten voor hun opdrachten te zorgen tot de indienstelling van het nieuwe systeem inzake gezondheid;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 2005 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé du Hainaut occidental » voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2012, worden de woorden « 31 augustus 2012 » vervangen door de woorden « 31 augustus 2013 ».

Art. 2. In het enige artikel van hetzelfde besluit worden de woorden « zeven jaar » vervangen door de woorden « acht jaar ».

Art. 3. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juli 2005 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé de Mons-Soignies » voor de periode van 1 oktober 2005 tot 30 september 2012, worden de woorden « 30 september 2012 » vervangen door de woorden « 30 september 2013 ».

Art. 4. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « zeven jaar » vervangen door de woorden « acht jaar ».

Art. 5. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 augustus 2005 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé de Liège » voor de periode van 1 oktober 2005 tot 30 september 2012, worden de woorden « 30 september 2012 » vervangen door de woorden « 30 september 2013 ».

Art. 6. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « zeven jaar » vervangen door de woorden « acht jaar ».

Art. 7. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 augustus 2005 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé de Huy-Waremme » voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2012, worden de woorden « 31 augustus 2012 » vervangen door de woorden « 31 augustus 2013 ».

Art. 8. In het enige artikel van hetzelfde besluit worden de woorden « zeven jaar » vervangen door de woorden « acht jaar ».

Art. 9. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2005 tot erkenning van de gemeenschapsdiensten voor gezondheids promotie voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2012, worden de woorden « 31 augustus 2012 » vervangen door de woorden « 31 augustus 2013 ».

Art. 10. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « zeven jaar » vervangen door de woorden « acht jaar ».

Art. 11. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2005 tot omschrijving van de specifieke opdrachten en de specifieke permanente bijdrage van de gemeenschapsdiensten voor gezondheids promotie voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2012, worden de woorden « 31 augustus 2012 » vervangen door de woorden « 31 augustus 2013 ».

Art. 12. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « 31 augustus 2012 » vervangen door de woorden « 31 augustus 2013 ».

Art. 13. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 november 2008 tot erkenning van het « Centre local de Promotion de la Santé en Province de Namur » voor de periode van 1 november 2008 tot 31 oktober 2012, worden de woorden « 31 oktober 2012 » vervangen door de woorden « 31 oktober 2013 ».

Art. 14. In artikel 1 van hetzelfde besluit, worden de woorden « vier jaar » vervangen door de woorden « vijf jaar ».

Brussel, 10 mei 2012.

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 1863

[C — 2012/31319]

14 JUNI 2012. — Ordonnantie betreffende afvalstoffen (1)

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld bij artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Deze ordonnantie zet Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot opheffing van een aantal Richtlijnen om.

Deze ordonnantie zet, in haar toepassingsgebied, Richtlijn 2008/99/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende de bescherming van het milieu door middel van het strafrecht om.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Definities

Art. 3. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° « afvalstof » : elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen;

2° « gevaarlijke afvalstof » : een afvalstof die een of meer van de in bijlage 3 genoemde gevaarlijke eigenschappen bezit;

3° « afgewerkte olie » : alle soorten minerale of synthetische smeeroilie of industriële olie die ongeschikt is geworden voor het gebruik waarvoor zij oorspronkelijk bestemd was, zoals gebruikte olie van verbrandingsmotoren en versnellingsbakken, alsmede smeeroilie, olie voor turbines en hydraulische oliën;

4° « bioafval » : biologisch afbreekbaar tuin- en plantsoenafval, levensmiddelen- en keukenafval van huishoudens, restaurants, cateringfaciliteiten en winkels en vergelijkbare afvalstoffen van de levensmiddelenindustrie;

5° « huishoudelijke afvalstoffen » : afvalstoffen die afkomstig zijn van normale huishoudelijke activiteiten;

6° « gemeentelijke afvalstoffen » : huishoudelijke afvalstoffen en de afvalstoffen die ermee worden gelijkgesteld krachtens een besluit van de Regering, vanwege hun aard, samenstelling, oorsprong, hoeveelheid of wijze van beheer;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 1863

[C — 2012/31319]

14 JUIN 2012. — Ordonnance relative aux déchets (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La présente ordonnance transpose la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines Directives.

La présente ordonnance transpose, dans son champ d'application, la Directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal.

CHAPITRE 2. — *Dispositions générales*

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 3. Pour l'application de la présente ordonnance, l'on entend par :

1° « déchet » : toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire;

2° « déchet dangereux » : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés dangereuses énumérées à l'annexe 3;

3° « huiles usagées » : toutes les huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, qui sont devenues impropres à l'usage auquel elles étaient initialement destinées, telles que les huiles usagées des moteurs à combustion et des systèmes de transmission, les huiles lubrifiantes, les huiles pour turbines et celles pour systèmes hydrauliques;

4° « biodéchets » : les déchets biodégradables de jardin ou de parc, les déchets alimentaires ou de cuisine issus des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que les déchets comparables provenant des usines de transformation de denrées alimentaires;

5° « déchets ménagers » : les déchets provenant de l'activité normale des ménages;

6° « déchets municipaux » : les déchets ménagers et les déchets qui y sont assimilés par arrêté du Gouvernement, en raison de leur nature, de leur composition, de leur origine, de leur quantité ou de leur mode de gestion;